



Licenciements : pour que la peur change de camp !

Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.

L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique !

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ?

Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs.

Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises donneuses d'ordre, celles qui sont à l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de

profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. **Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !**

Retrouve tous nos éditos
et articles en ligne sur
notre site internet avec ce
QR-Code



Contrôles policiers dans les transports en commun : un coup de com' du capo Retailleau

Le 30 janvier, un tragique accident de car scolaire a couté la vie à une adolescente de 15 ans en Eure et Loire. Suite à l'enquête, le conducteur a été testé positif au THC. Cet accident rappelle la discipline à laquelle nous, les travailleurs, devons-nous soumettre au quotidien dans les métiers dits de « sécurité ». Le gouvernement, en la personne de Retailleau, a sauté sur l'occasion en instrumentalisant ce drame pour renforcer sa politique répressive. Et il fallait que ça se voit ! Les contrôles ont donc été effectués jusqu'en plein milieux des services, avec les voyageurs présents dans les bus. Les médias se sont bien sûr fait le relais de cette opération de com, en titrant par exemple : « des chauffeurs de bus contrôlés positifs au cannabis en plein service ». Des chauffeurs, oui ... 0.49% des tests se sont avérés positifs. 0.49% de trop, mais surtout une conscience pour l'immense majorité des enjeux de sécurité liés aux métiers de la conduite. Si les contrôles peuvent faire partie du métier, nous refusons d'être contrôlés au service de la propagande du gouvernement ! Si nous décidions de l'organisation de notre propre travail, les contrôles nécessaires n'entacheraient pas notre dignité, et les collègues touchés par les conduites addictives trouveraient une aide pour se soigner, voir un réel reclassement, plutôt que les licenciements promis par les patrons aujourd'hui. Patrons qui, comme Castex, font d'ailleurs parfois eux même l'objet d'enquêtes par la justice. Mais lui, la police n'est pas allée le chercher au travail !

Retrouve cet article dans le dernier numéro de Révolutionnaires !

Pour voir les vidéos de Selma Labib, notre porte-parole et conductrice de bus, sur le sujet et sur bien d'autres, suis ce QR code



Où t'es patron, où t'es ?

La semaine dernière, Castex passait une journée en garde à vue pour une enquête pour détournement de fonds publics. N'en déplaise à certaine organisation syndicale, il ne bossait pas et on n'a pas vu la différence ! Par contre, quand nous on arrête de bosser, la boite ne tourne plus. Sans patron on pourrait organiser notre travail collectivement en prenant en compte nos besoins et ceux des usagers. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Salaires : il n'y a toujours pas le compte !

Les négociations annuelles obligatoires se sont déroulées, la direction annonce 0,3 % d'augmentation. L'inflation sur les produits alimentaires se poursuit pourtant, et cela fait des années que notre salaire réel baisse ! Pas question de laisser passer ça, sans réagir : on veut 300 euros !

Boulot, Travaux, boulot...

Dans certains dépôts comme à Ivry les travaux pour le passage au gaz se poursuivent avec toujours plus de retard. Résultats : les bus n'en finissent plus de vieillir, donc les pannes se multiplient et le travail à la maintenance n'en fini plus. Tout le monde en pâtie des travailleurs aux usagers, jusqu'à quand ?

Grève sur les RER !

La semaine dernière les conducteurs des lignes A et B étaient en grève contre la mise en place d'un nouveau logiciel censé gérer les plannings et donc les congés... Avec cette nouvelle façon de faire, aurevoirs les arrangements entre collègues et bonjour les congés imposés ! Les collègues ont eu raison de se mettre en grève !

Circulez, il n'y a rien à voir !

C'est la politique que mène la direction au sujet des violences sexistes et sexuelle dans l'entreprise. Médiapart a publié un article qui revient sur les manquements de l'entreprise en termes de préventions et suivis de ces violences. L'inspection du travail a même mis en demeure l'entreprise l'an dernier... Alors que chaque année, la Régie se vante d'avoir la meilleure note à l'index de l'égalité homme / femme, elle classe pourtant dans de nombreuses enquêtes le harcèlement sexuel comme simples « propos déplacés ». Comme quoi cet index, indique surtout son inconsistance. C'est tout un système pour décourager les victimes de parler, dans cette entreprise comme dans le reste de la société. Alors oui parlons, organisons-nous, le 8 mars est une bonne occasion de montrer notre détermination pour en finir avec les violences sexistes et sexuelles, et toutes les violences contre les femmes !

Le lion de la jungle capitaliste pris à son propre jeu

Le 14 février, Javier Milei, le président argentin, a fait la promotion d'une nouvelle cryptomonnaie qui devait, selon lui, « stimuler la croissance de l'économie argentine, en finançant les petites entreprises ». Le cours s'est envolé de plusieurs milliers de pourcents en quelques heures... avant de s'effondrer aussi sec : toute la mise de départ était aux mains de quelques initiés qui sont partis avec la caisse. Les milliers de personnes qui avaient suivi les bons conseils de Milei en sont pour 100 millions de dollars envolés. Une bonne vieille arnaque dans laquelle le libertarien professeur d'économie a sauté à pieds joints... aux frais des autres !

